



**Arrêté temporaire n°23-AT-237  
Portant réglementation de la circulation**

**RUE MARX DORMOY et AVENUE PIERRE BROSSOLETTE**

Madame le Maire de Portes -lès-Valence,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

**CONSIDÉRANT** que des travaux sur réseaux ou ouvrages d'eaux usées / assainissement rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 21/05/2023 au 27/05/2023 RUE MARX DORMOY et AVENUE PIERRE BROSSOLETTE

**ARRÊTE**

**Article 1**

À compter du 21/05/2023 et jusqu'au 27/05/2023, la circulation est alternée par feux 35 RUE MARX DORMOY et AVENUE PIERRE BROSSOLETTE, de la RUE MARX DORMOY jusqu'au 845.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, SAS OBOUSSIER TP.

**Article 3**

Le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26, le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence, Le Directeur des Services Techniques et le Directeur Général des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Portes-lès-Valence, le 10/05/2023  
Madame le Maire de Portes -lès-Valence

**Geneviève GIRARD**

DIFFUSION:

SAS OBOUSSIER TP

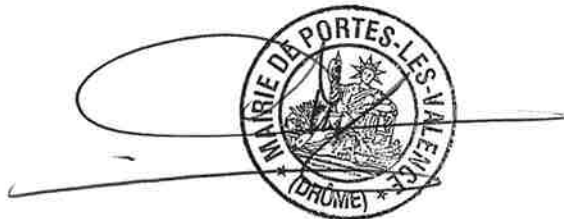
le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26

le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence

Arrêtés

SDIS

CITEA



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de

*traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*